

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

PNM n° 377 - Juin 2020 - 38^e année

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

FAIRE FACE À LA CRISE À VENIR

par **JACQUES LEWKOWICZ**

Nous avons noté, dans ces colonnes [1], à quel point l'actuelle crise économique a précédé les conséquences de la crise sanitaire, dans la mesure où il s'agit d'une crise d'excès d'accumulation dans un contexte de trop lente croissance de la productivité. Il reste que sous l'effet du Covid-19, la crise s'est considérablement aggravée. Selon l'OFCE [2], la chute du PIB [3] serait de 6 à 8 %, aboutissant à la suppression d'environ 500 000 emplois. Car on ne peut compter sur un rattrapage venant compenser une diminution provisoire des achats.

D'une part le pouvoir d'achat durant la période du confinement a baissé. Chômage partiel, non renouvellement des CDD, surcoûts divers ont privé les salariés de l'ordre de 20 milliards d'euros. D'autre part, beaucoup de consommations qui n'ont pas eu lieu ne peuvent être compensées (ex : coupe de cheveux), sans compter que le climat d'incertitude favorise l'épargne au détriment de la consommation.



Paris, 30 avril 2020 - Action Hôpital Salpêtrière.

On prévoit certes, au niveau européen, de mettre des sommes importantes à la disposition de l'économie. Mais rien ne garantit qu'elles ne viendront pas alimenter la spéculation comme ce fut le cas par le passé. ■■■

Suite en page 4

Juillet-décembre 1940

PREMIÈRES LOIS ANTISÉMITES ET DÉBUT DE LA RÉSISTANCE JUIVE DE LA MOI

par **BERNARD FREDERICK**

Juillet 40. Dans un pays divisé en deux zones où des milliers de familles, de femmes et d'enfants, fuyant les Allemands, se trouvent dispersés, loin de leur maison ; dans une nation abasourdie par la défaite et l'occupation, alors que près de deux millions d'hommes sont prisonniers, l'urgence pour l'État-français de Vichy, après avoir liquidé la République, c'est de s'attaquer aux Juifs !

Le 22 juillet, une commission est chargée par Pétain de réviser les naturalisations d'avant-guerre ; 7 000 Juifs perdent la nationalité française. **Le 27 août**, le décret Marchandeau de 1938, qui interdisait la propagande antisémite, est abrogé, aussitôt ça se déchaîne : « L'ex-ministre juif Jean Zay a bien été arrêté à Rabat » (*Le Matin* 22/08/40) et un grand opticien peut faire passer cette annonce : « Lissac n'est pas Isaac » (*Paris-Soir* 31/07/40), ou encore « La victoire de l'Allemagne servira l'intérêt français, ne serait-ce qu'en nous débarrassant des Juifs » (*Le Matin* 21/09/40). ■■■ Suite en page 8



Editorial

LE MONDE D'APRÈS ?

par **BERNARD FREDERICK**

Le dimanche de Pentecôte, le Pape s'interrogeait : « Des grandes épreuves de l'humanité, parmi lesquelles cette pandémie, nous ressortirons meilleurs ou pires. Ce n'est pas la même chose. Je vous le demande : comment voulez-vous en sortir ? Meilleurs ou pires ? ».

Le « monde d'après », Emmanuel Macron nous l'a promis, il n'aura rien à voir avec le « monde d'avant ». Mais en 2017, le même nous promettait un « nouveau monde ». Fin mai, à Lyon, on a vu ce que celui-ci comportait d'honnêteté, d'honorabilité et d'harmonie. L'un des tout premiers « macronistes », Gérard Collomb, transfuge du PS, a offert les clés de la métropole du Rhône à la droite.

Garanti par l'État, Renault va bénéficier d'un prêt de 5 milliards d'euros. « En même temps », l'entreprise annonce vouloir supprimer 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France. Ça commence pas mal le monde d'après !

La pandémie a une fois de plus démolit le mythe d'un modèle tout-puissant de développement hyperlibéral, basé sur les principes de l'individualisme, et une ferme croyance en la capacité de résoudre tous les problèmes par le seul marché (lire l'article de Jacques Lewkowicz ci-contre et page 4).

La crise sanitaire nous a également montré qu'il y avait un camp de la solidarité, de la confiance et de la coopération et un camp de la concurrence, de l'égoïsme, de l'autoritarisme et de la guerre. À l'échelle nationale comme à l'échelle internationale.

On a vu la Chine, le petit Cuba, la Russie se porter au secours des autres, de « nos » Antilles, par exemple, et on a vu les États-Unis et leurs alliés occidentaux refuser de lever les sanctions contre l'Iran, le Venezuela ou encore la Chine et la Russie. On a vu l'Union européenne laisser crever l'Italie et être incapable d'unir ses forces contre le virus.

La pandémie a illustré combien dans ce monde globalisé, le sort de chacun dépend du sort de tous et le sort de tous du sort de chacun. Qu'une épidémie apparaisse quelque part et ce sont des centaines de milliers de morts dans le monde et des économies ravagées.

Le Pape a raison : comment voulons-nous ce monde d'après ? Meilleur ou pire ? ■ 31/05/2020

CARNET

POUR PAULETTE



Avec Paulette Sarcey disparaît la dernière de ces résistants juifs communistes qui avaient entre 15 et 18 ans lorsqu'ils ont décidé de combattre l'occupant nazi. Née à Paris en 1924 dans une famille juive polonaise – on ne parle que le yiddish à la maison –, notre amie si chère a dix ans quand naît Robert, son petit frère, son « Robigniou » qu'elle réussira durant l'Occupation à cacher, avec Lili, la petite sœur d'Henri Krasucki, dans la Sarthe. Son père, communiste déjà en Pologne, exerce des responsabilités au syndicat CGT des cuirs et peaux, milite dans la section juive de la MOI et diffuse la *Naïe Presse*. Elle va au patronage (*tsougab choul*), où elle apprend à lire et écrire le yiddish et fait son éducation politique : « Je suis une Pionnière et, comme mes camarades, je porte un foulard rouge. Tous les ans, le dernier dimanche de mai, nous allons défiler au mur des Fédérés ».* Paulette nous racontait en riant les manifestations avec ses parents quand Roger Trugnan et elle, âgés de 7 ans, défilaient en criant « des serviettes pour tous » au lieu de « des soviets partout ».

Elle s'engage très tôt avec ses amis dans la lutte contre la barbarie nazie. Ils participent à de nombreuses actions dangereuses, sont arrêtés en mars 1943 par les brigades spéciales, maltraités, torturés. Puis c'est le départ en wagons à bestiaux. « Je suis avec Henri et sa mère Léa, Thomas Fogel et ses parents Esther et Slama. Le reste du groupe est dans un autre wagon ».* À l'arrivée à Auschwitz, Paulette a 19 ans. Elle entre en contact avec le Comité clandestin international de résistance du camp et assure la liaison de son groupe avec Marie-Claude Vaillant-Couturier. Sa déportation durera deux ans.

Vivre un jour de plus à Auschwitz, c'est déjà un acte de résistance.*

Après une terrible « marche de la mort », elle revient en France où elle a la chance de retrouver ses parents et son frère, puis c'est à nouveau l'engagement militant, cette fois auprès des enfants de fusillés et déportés à la Commission Centrale de l'Enfance auprès de l'UJRE. « Je voulais à tout prix les faire rire » dira-t-elle.

Militante de la mémoire, elle raconte qu'à peine arrivée au camp avec ses camarades, l'une d'elles se renseigne pour savoir ce que sont devenues celles qui sont montées sur les camions car trop faibles. « Nos nouvelles compagnes désignent les cheminées des crématoires d'où l'on voit s'échapper de la fumée et des flammèches. Elles nous disent que nos amies ont été gazées puis brûlées. Sous le choc, nous faisons la promesse que si l'une en réchappe, elle devra raconter pour que le monde sache. Durant toute notre captivité, cette promesse, comme un leitmotiv nous a donné une raison de plus pour survivre. Nous avons eu le bonheur d'être plusieurs camarades à rentrer de déportation, grâce à un peu de chance, de hasard, mais aussi et surtout à l'entraide et au soutien que nous nous apportions les unes aux autres. J'ai tenu parole : j'ai raconté, parlé, témoigné ma vie durant. Pourtant, chaque fois, c'était une épreuve (...) mais mon mari et mes amis m'ont toujours soutenue ».*

Les souvenirs de Paulette étaient précis et son sens du récit remarquable. Elle faisait vivre pour tous, avec une très grande pudeur, l'engagement de ses camarades de combat, la déportation, la résistance quotidienne dans le camp, toujours la Résistance. Elle savait susciter chez

les jeunes questions et réflexions sur le sens de l'engagement aujourd'hui dans un monde qui l'inquiétait. Membre des bureaux de l'UJRE, à laquelle elle était viscéralement attachée, et de MRJ-MOI, dont la création l'avait rendue si heureuse, elle participait activement à toutes leurs réunions. Nous avons beaucoup appris de cette grande dame, de sa profonde connaissance de notre histoire – celle des juifs communistes immigrés –, de sa lucidité, de son intégrité, de son courage. Travailler avec elle pour créer le diaporama du 70e anniversaire de l'UJRE ou pour le film de MRJ-MOI, « Nous étions des combattants », nous a tous fait progresser intellectuellement et humainement. Nous pouvons dire qu'elle a contribué à notre formation, comme les patronages de la section juive de la MOI l'avaient formée, elle.

Nous avons beaucoup ri avec elle, elle avait un grand sens de l'humour et toujours un proverbe ou une blague à citer en yiddish, faisant semblant de s'offusquer lorsque certains d'entre nous disaient ne pas comprendre. Nous l'admirions pour tout ce qu'elle avait réalisé sa vie durant, nous l'aimions pour ce qu'elle était.

Nous sommes infiniment tristes qu'elle ne puisse assister à l'inauguration officielle prévue de la plaque apposée au 14 en hommage à l'UJRE, mais nous lui en avons montré une photo. Nous sommes infiniment tristes qu'elle ne puisse être présente lors de la future ouverture du Musée virtuel de MRJ-MOI. Elle l'attendait avec tant d'impatience. Le « 14 », qu'elle aimait tant, ne sera plus jamais le même, mais nous poursuivrons ses combats. ■ Claudie Bassi-Lederman

* Paulette Sarcey avec Karen Taieb, Paula. *Survivre obstinément*, Éd. Tallandier, 2015, 144 p., 10 €.

** *Nous étions des combattants*, film documentaire de Pierre Chassagnieux et Pauline Richard, 2017, 70'.

MEMMI, DÉCOLONIALISTE, HUMANISTE, ANTIRACISTE, PACIFISTE

Un des grands écrivains de la décolonisation vient de s'en aller sur la pointe des pieds. Il allait avoir cent ans. Présent jusqu'au bout, il laisse une œuvre abondante, tant littéraire que philosophique. Comment mieux quitter Albert Memmi qu'en relisant ses livres ? On commencera par *La statue de sel*, parue en 1953. Un an plus tôt, Frantz Fanon publiait *Peau noire, masques blancs...* Roman de l'enfance aux accents parfois prous-tiens, *La statue de sel* propose déjà les thèmes majeurs de l'œuvre : « *Toujours je me retrouverai indigène dans un pays de colonisation, juif dans un univers antisémite, Africain dans un monde où triomphe l'Europe... comment pourrais-je faire une synthèse de tant de disparités ?* » La faim est présente, non de façon obsédante comme chez Mohammed Dib, dont *La grande maison* vient de paraître, mais lancinante, en arrière-plan. Le casse-croûte, le vêtement, l'accent, tout sépare les écoliers. Ce roman contient toute la pluralité existentielle dont l'auteur fera richesse et que l'œuvre va expliciter.

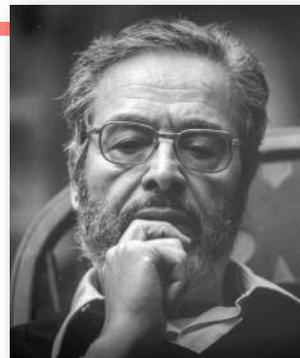
Memmi est né en Tunisie, pays alors sous protectorat français, qui passe pour relativement tolérant malgré quelques pogroms, d'un père juif d'origine italienne et d'une mère berbère analphabète qui ne parle qu'un patois tunisois – son prénom français est imposé par l'officier de l'état-civil. Il apprend l'hébreu au *kouttab* – l'école rabbinique, le français à l'école primaire, une école de l'Alliance israélite universelle – c'est grâce à une bourse de la communauté qu'il va étudier –, le latin et le grec au Lycée Carnot où il a pour maître Jean Amrouche. Il va enfin faire, en Afrique du Nord puis à la Sorbonne, des études de philosophie, grâce auxquelles peut-être il deviendra le précieux inventeur de tant de concepts dont nous aurions aujourd'hui bien du mal à nous passer.

La grande affaire de l'époque, c'est la décolonisation, dont la nécessité est déjà inscrite en contrepoint du rôle joué par les troupes coloniales lors de la Seconde Guerre

mondiale mais qui reste la grande absente du programme du CNR. À l'évidence, la décolonisation ne faisait pas l'unanimité. Le fait-elle aujourd'hui ? Il est permis d'en douter à voir combien sa thématique est absente de nombreux articles consacrés à Memmi dans la presse française. La guerre d'Algérie a commencé en novembre 1954. En 1955, c'est la conférence de Bandoeng qui marque le début du mouvement des pays non alignés, très vite suivie des indépendances : celles, en 1956, du Soudan, du Maroc et de la Tunisie puis, en 1958, de la Guinée. Paraît alors, en 1959, ce qui restera comme la grande œuvre de Memmi : le *Portrait du colonisé*, précédé du *Portrait du colonisateur*, avec une préface de Jean-Paul Sartre.

Ce qui passionne dans ce livre stimulant, ce qui est original, c'est le talent avec lequel Memmi analyse la terrible dialectique du colonialisme, inspirée sans doute de la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, et de Lénine pour qui « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ». Memmi analyse certes le malheur du colonisé et, au-delà, sa déchirure puisque c'est dans la langue du colonisateur qu'il décortique, remarquablement, le mécanisme de la colonisation. Mais il analyse, en miroir, le malheur du colonisateur. C'est cette dialectique sans aucun doute qui fait son originalité, sa grandeur, son humanisme sans faille. Un humanisme qui le rend curieux de l'humanité de l'ennemi. Encore que ce mot soit inapproprié. Memmi est l'ennemi d'un système d'oppression, qu'il combat. Jamais de l'homme... S'il décrit ses petites, il est surtout curieux d'en connaître la cause.

La vague des indépendances se poursuit : 1960, Cameroun, Togo, Madagascar, Bénin, Côte d'Ivoire, Tchad,



République centrafricaine, Congo (Brazzaville), Gabon, Mali, Mauritanie ; 1962, Algérie. **Apparaît alors ce véritable reste de l'histoire décoloniale : le juif.** Apparaissent ainsi, successivement dans l'œuvre de Memmi : en 1962 le *Portrait d'un juif*, en 1966 *La libération du juif* et, au début de l'année 1968, *L'homme dominé* où sont passés en revue le Noir, la femme, le domestique mais aussi le juif.

Memmi, qui naquit indigène et juif dans une Tunisie relativement tolérante malgré quelques pogroms, lui dont l'arabe fut la langue maternelle, aborde enfin le thème proprement déchirant du rapport entre les Juifs et les Arabes. Dans *Juifs et Arabes*, paru en 1975, il prend parti pour la création d'Israël, non sans prôner la création d'un État palestinien, ce qui ne lui vaut pas que des amis, du moins en métropole. En 1979, il publie *La dépendance*. Sept ans plus tard, il redevient le théoricien qu'il n'a jamais cessé d'être avec *Le Racisme : description, définition, traitement*. En 1988, à l'occasion de la *fatwa* condamnant à mort l'écrivain Salman Rushdie, il critique un fanatisme qui se réclame de l'islam. En 2004, c'est le *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*. En 2017 paraît un recueil de textes, *Penser à vif : de la colonisation à la laïcité* qui vient mettre un point final à une œuvre majeure. Reste à attendre la publication complète du journal de Memmi...

Foncièrement pacifiste, résolument non violent, Memmi a parrainé le mouvement *La Paix maintenant* créé en 1978 par 300 officiers de l'armée israélienne. Ses thèses sont discutées. On peut n'être pas d'accord avec Memmi quand il affirme que le racisme est naturel. Mais difficile de ne pas l'être lorsqu'il affirme que **l'antiracisme doit faire l'objet d'une éducation tout au long de la vie**. Bref, d'excellentes lectures ou relectures en perspective. ■ Nicole Mokobodzki

HOMMAGE

ANNEXION : plus facile à annoncer qu'à réaliser par Dominique Vidal

« C'est sur ces territoires que le peuple juif est né et s'est développé. Il est temps d'y appliquer la loi israélienne et d'écrire un nouveau chapitre glorieux dans l'histoire du sionisme. » Ainsi s'exprimait **Benjamin Netanyahu** le 17 mai, lors de l'investiture du nouveau gouvernement. Et il ajoutait : « Les centaines de milliers de résidents de Judée-Samarie [Cisjordanie] resteront toujours chez eux ». L'annexion « ne nous éloignera donc pas de la paix, elle nous en rapprochera ». Démagogie ou programme concret ? L'annexion était au cœur des dernières campagnes électorales du chef du Likoud : il a promis celle de la Vallée du Jourdain, puis des colonies de Cisjordanie – et même de Hébron. Sauf cette dernière, c'est effectivement le cadeau offert à Israël par le plan Trump. L'accord de coalition semble plus flou : la seule loi prévue et qui sera débattue à partir du 1er juillet concerne certes l'annexion, mais ne la mentionne pas. **C'est que le rêve de la droite israélienne se heurte encore à des obstacles. Et d'abord en Israël.** Dès avril, un groupe de 220 anciens généraux et officiers de haut rang de l'armée et des services de sécurité a dénoncé des actes unilatéraux d'annexion qui pourraient « compromettre le traité de paix et la coopération en matière de sécurité avec la Jordanie, la coordination avec les forces de sécurité palestiniennes et le caractère juif de l'État ». Même une annexion à petite échelle « risque de se transformer en une annexion à grande échelle », déclenchant « une réaction en chaîne sur laquelle Israël n'aura aucun contrôle ». Un scénario que vient de confirmer l'annonce par Mahmoud Abbas, le 20 mai, que « L'Organisation de libération de la Palestine et l'État palestinien se retirent de tous les accords signés avec les gouvernements des États-Unis et d'Israël, y compris ceux liés à la sécurité »...

À en croire les sondages, l'opinion aussi hésite : mi-mai, seul un quart des sondés (26 %) est pour une annexion, 40 % préférant une solution à deux États, 22 % un désengagement unilatéral et 13 % le *statu quo*. Même parmi les électeurs du *Likoud*, seuls 36 % déclarent soutenir l'annexion, 21 % préférant une solution à deux États, 25 % prônant un retrait unilatéral et 18 % se déclarant satisfaits du *statu quo*.

Deuxième série d'obstacles : aux États-Unis. Lors de sa visite à Jérusalem, mi-mai, le secrétaire d'État Mike Pompeo a paru peu pressé de voir Israël annexer 30 % de la Cisjordanie. Et la chaîne israélienne 13, citant un officiel américain anonyme, de préciser que la date du 1er juillet n'était pas « sacrée » : « La feuille de route israélienne n'est pas ferme selon notre point de vue, et ce n'est pas pour nous une question de vie ou de mort. » À quoi s'ajoute un désaccord sur l'ampleur de l'opération. Car la seule Vallée du Jourdain occupe le tiers de la Cisjordanie ; quant aux colonies, si leur bâti en représente 5 %, leur territoire municipal dépasse 50 %. Cette perspective réjouit les évangélistes, cœur de l'électorat trumpiste, mais pas la majorité des Juifs américains, de plus en plus hostiles à Netanyahu. D'où sans doute l'absence de tout effort en leur direction du Premier ministre israélien, qui concentre sa communication sur les chrétiens fondamentalistes.

Même un pilier néo-conservateur comme Daniel Pipes expliquait début mai, dans le *New York Times*, pourquoi il s'opposait à l'annexion : celle-ci « va probablement nuire aux bonnes relations avec l'administration Trump, les Démocrates, les Européens et les dirigeants arabes, mais aussi déstabiliser la région, radicaliser la gauche israélienne et desservir l'objectif sioniste d'un État juif ».

La position de la Russie frappe par sa nuance. Certes, Moscou met Israël en garde contre toute initiative unilatérale qui pourrait déclencher une vague de violences de nature à déstabiliser le Moyen-Orient. Mais sans hausser le ton : sans doute, suggèrent certains, parce qu'une annexion en Cisjordanie rendrait obsolètes les sanctions infligées à Moscou lors de celle de la Crimée...

Dans le monde arabe, l'hostilité grandit. Déjà, le 1er février, le sommet du Caire avait rejeté le plan Trump comme « injuste » car « ne respectant pas les droits fondamentaux du peuple palestinien ». Mais l'imminence de la menace durcit les positions, y compris en Jordanie, pourtant liée comme l'Égypte par un traité de paix à Israël. « Si Israël annexe la Cisjordanie en juillet, alors un conflit d'ampleur avec le Royaume hachémite de Jordanie pourrait éclater », a lancé le roi Abdallah, qui n'a pas exclu que son pays renonce à ce traité. Et de conclure : « Nous pensons, d'accord avec de nombreux pays d'Europe et la communauté internationale, que la loi de la force ne doit pas s'appliquer au Moyen-Orient. »

Autre mauvaise surprise : l'Union européenne paraît moins divisée qu'Israël ne l'espérait. D'abord, le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne Josep Borrell a rappelé que « toute annexion constituerait une violation grave du droit international » et que l'UE « agirait en conséquence. » Puis, le ministre irlandais, Simon Coveney, a mis en garde : « L'annexion de territoires par la force est interdite par le droit international, y compris la Charte des Nations unies (...). C'est un principe fondamental dans les relations entre les États et l'état de droit dans le monde moderne. Aucun État ne peut l'ignorer. » À son tour, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselbaum, a rendu public un texte commun, que seules l'Autriche et la Hongrie ont refusé.

Enfin la France a annoncé qu'elle préparait avec d'autres pays européens une « démarche commune » pour tenter de relancer les négociations de paix tout en avertissant Israël qu'il pourrait faire face à une « réponse » européenne s'il annexait. Cette annonce a coïncidé avec la publication d'une déclaration conjointe de cinq pays européens membres du Conseil de sécurité (France, Allemagne, Belgique, Estonie et même Pologne) refusant toute modification des frontières d'avant la guerre de 1967. Dans ce concert, le silence d'Emmanuel Macron n'en est que plus étonnant ■

25 mai 2020

BRÉSIL, L'AMI ANTISÉMITTE D'ISRAËL

Il est rare qu'une communauté juive de la diaspora condamne la présence de drapeaux israéliens lors d'un événement public. C'est pourtant ce que vient de faire la *Confédération israélite du Brésil*, connue pour sa pluralité, outrée que ce drapeau soit brandi devant le palais présidentiel, ce 3 mai, à côté de Bolsonaro et par ses partisans, lors d'une manifestation hostile à l'ex-ministre de la Justice et à la Cour suprême ! **Bolsonaro**, qui, invité par Netanyahu à Jérusalem, déclarait au Musée de l'Holocauste que l'essence du nazisme était « de gauche » ! Son ministre des Relations extérieures a comparé le confinement, recommandé par l'OMS, à la condition des déportés dans les camps de concentration nazis, adopté la triste devise « le travail rend libre » et repris l'argument selon lequel « le nazi est un communiste qui ne s'est pas donné la peine de tromper ses victimes ». Le ministre de l'Éducation a quant à lui comparé à la *Nuit de Cristal* la décision de la Cour Suprême d'enquêter sur l'éventuelle ingérence de Bolsonaro dans les décisions judiciaires. Celui-là même dont les partisans attaquent sur Facebook Davi Alcolumbre, le président du Sénat, premier président juif du Parlement, par des accusations d'un antisémitisme caractérisé : « ...tous les juifs sont avares, pervers et ne pensent qu'à leur bien-être... ». Après la démission forcée du secrétaire d'État à la Culture qui avait paraphrasé le discours de Goebbels, les déclarations scandaleuses et répétées de ministres de premier plan – qui, eux, restent en place – confirment le fonds antisémite et nazi de ce gouvernement, inquiètent les juifs brésiliens et fondent les protestations de la *Conib*. ■

PRAQUE, UKRAÏNE, LE NÉGATIONNISME À L'ŒUVRE

La mairie du sixième arrondissement de la capitale tchèque a fait démonter le 3 avril la statue du maréchal Ivan Koniev qui dirigeait les troupes du 1er front ukrainien de l'Armée rouge, lesquelles avaient libéré **Prague** le 9 mai 1945 après avoir libéré, en janvier, le camp d'Auschwitz.

Koniev avait ordonné de ne pas utiliser d'artillerie lourde lors de l'assaut de la ville afin de préserver les monuments de la capitale tchèque.

Moscou a élevé une vive protestation et exigé que le monument lui soit rendu. L'affaire fait grand bruit en République tchèque où l'on rappelle que ce n'est pas l'URSS qui a signé à Munich le démantèlement du pays mais la Grande-Bretagne et la France.

En février 2020, à quelques centaines de kilomètres à l'Est, en Ukraine, à **Ivano-Frankovsk**, un officier de police nommé Mikhaïlo Bank, chef du département d'enquêtes stratégiques de la police de la région a demandé au président de la communauté

juive, de lui fournir les noms et adresses et téléphones de tous les Juifs de la ville de Kolomyia.

En septembre 1941, les nazis et leurs alliés, les nationalistes de Bandera, aujourd'hui célébré en héros, massacrèrent dans un cimetière plus de 12 000 Juifs.

Dans les deux cas, Prague et Ivano-Frankovsk, on ne sache pas que la France, l'Union européenne ou les États-Unis aient jamais protesté. ■ **BF**



Le maréchal Ivan Konev dans Prague libérée, mai 1945.

FAIRE FACE À LA CRISE À VENIR par JACQUES LEWKOWICZ

(Suite de la Une)

Quelle stratégie pour sortir le pays de la crise ?

Les premières mesures prises par le gouvernement consistent à colmater les brèches immédiates : en sauvegardant 84 % des revenus des salariés en chômage partiel, en faisant bénéficier les indépendants d'un fonds de soutien et de prêts garantis par l'État.

Mais ceci paraît insuffisant au regard des conséquences de la crise. D'une part, les indispensables mesures sanitaires prises dans les entreprises vont réduire la productivité, d'autre part les prêts garantis devront être remboursés. Les investissements prévus seront retardés ou supprimés. Un ajustement sera recherché par les entreprises via la baisse du nombre d'emplois. Il en résultera une diminution de la demande qui, à son tour, générera faillites et licenciements.

Quelques aides sociales ponctuelles sont prévues pour les plus défavorisés mais elles ne sont pas à la hauteur de la catastrophe annoncée.

Pour la suite, il est possible que le gouvernement opte pour une stratégie d'« ajustement naturel ». Dans ce cas, il met fin, au-delà du mois de juin, aux aides exceptionnelles aux ménages et entreprises.

Dans une optique d'**aides ciblées** vers certains secteurs, on pourrait envisager un plan de relance pour septembre, comme le gouvernement l'a annoncé, grâce à une politique d'investissements

publics en espérant que se produira un effet de vases communicants de la main-d'œuvre depuis les secteurs en difficulté vers ceux stimulés par ces investissements.

Cet effet serait favorisé par le durcissement des conditions d'attribution des allocations chômage prévu par la réforme de l'assurance-chômage à laquelle le gouvernement n'a pas totalement renoncé. L'essentiel de la stimulation de l'économie passerait par des baisses d'impôts en faveur des entreprises dont on veut développer l'investissement.

Cependant, rien ne prouve que ces baisses seront suffisantes pour déclencher les investissements espérés, les entreprises gardant un comportement prudent. En particulier, l'espoir que pourrait donner le développement de la numérisation de l'économie (entendez la croissance de la robotisation et de l'intelligence artificielle) paraît bien optimiste au regard des effets que celle-ci a pu apporter au cours des vingt dernières années.

À la place de cette orientation, on pourrait imaginer une politique d'**aides non ciblées**, grâce aux liquidités créées par la Banque Centrale européenne. Il s'agirait d'un soutien massif, tous azimuts, aux entreprises afin d'empêcher toute faillite. C'est ce que le gouvernement a commencé à faire en attribuant 7 milliards à Air France. Mais cette aide est assortie d'une injonction d'avoir à rétablir la compétitivité, ce qui implique la réduction des coûts et de l'emploi, une fiscalité favorable et une réduction des droits des salariés au nom de



Haute-Vienne, avril 2020

Le fonctionnement des entreprises à la recherche du profit doit cesser d'être la loi que le capital impose à la société. Ce sont, au contraire, les besoins sociaux définis en commun qui doivent dicter les contraintes à respecter par les entreprises dont doivent découler le volume et la nature des emplois. Parmi ces besoins sociaux, on peut énumérer, d'abord, celui de permettre à tous de vivre dignement.

Le filet de sécurité (sur le modèle de la sécurité sociale) vis-à-vis de l'emploi doit être universel. Des conditions sévères doivent être posées à l'aide aux entreprises, par exemple : des efforts pour abaisser le bilan carbone, l'absence de recours aux paradis fiscaux et de délocalisations et la modération de la politique des dividendes versés. Le refus par l'entreprise de se plier à ces contraintes, alors que les difficultés ayant entraîné l'appel à l'aide de l'État subsistent, devrait en cas de faillite aboutir à sa reprise par les salariés, avec l'aide de l'État.

Ce filet de sécurité, outre qu'il doit permettre d'échapper au chantage à l'emploi couramment pratiqué par le patronat pour imposer des mesures régressives aux salariés, devrait laisser à ceux-ci la possibilité, hors des moments où ils sont en emploi actif, de se former en vue de maintenir leur qualification dans le cadre de l'évolution des technologies de manière à faciliter leur reconversion.

Plus généralement, les difficultés des entreprises doivent être l'occasion d'une intervention de l'État permettant aux salariés de poser des questions d'intérêt commun : quelles richesses souhaitons-nous produire ? Au profit de qui ? Selon quels critères ? ■ 22/05/2020

[1] PNM n° 376 (mai 2020).

[2] Office français des conjonctures économiques : laboratoire de recherche en économie de Science-Po.

[3] Produit intérieur brut : somme des richesses produites au cours d'une période donnée (ici l'année).

le rétablissement de la rentabilité des capitaux. Inutile d'insister sur les inconvénients d'une telle politique.

Quelle politique économique pourrait donc éviter ces inconvénients ?

La logique du mode de production actuel est guidée par l'accumulation en vue du profit, ce dernier n'étant réalisé que pour, à son tour, être accumulé. À ce jour l'État se contente d'accompagner ce processus, en particulier en période de difficultés où il prend les mesures nécessaires pour pallier l'insuffisance d'accumulation due à la faiblesse relative du niveau des profits. La création et le maintien d'emplois, dans ce cas, ne sont pas au centre de l'action économique de l'État. Elles n'en sont qu'un sous-produit éventuel non garanti. Plus précisément, l'emploi ne peut être créé et maintenu que s'il est générateur de profit, indépendamment de sa contribution à l'intérêt général.

Pour échapper à cette logique, il faut opérer un renversement fondamental.



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH** depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM** éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

5 Rue Guy Môquet ARGENTEUIL

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel



Paul Celan Czerowitz

CELAN ET LA SHOAH

Il y a presque cent ans, le 23 novembre 1920, naissait à Czernowitz, en Bucovine, Paul Pessach Antschel qui, cinquante ans plus tard, le 20 avril 1970, se suicidait en se jetant dans la Seine du haut d'un pont, peut-être le pont Mirabeau ; on retrouva son corps dix jours plus tard à Courbevoie. Avec notamment son poème « Fugue de mort » – « *La mort est un maître venu d'Allemagne* » – Paul Antschel, qui signera un millier de poèmes sous le nom de **Paul Celan**, est l'un des plus importants poètes de langue allemande du XXe siècle. Poète, juif, philosophe, traducteur, mais aussi « réfugié », de Czernowitz à Paris, après être passé par Bucarest, puis Vienne avec sa langue maternelle, l'allemand, dans son bagage, il garde profondes en lui les marques notamment linguistiques d'autres cultures européennes, juive, roumaine, ukrainienne, autrichienne, française. Mais aussi, et surtout, les stigmates indélébiles du « syndrome de culpabilité du survivant ».

En 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Bucovine, jusqu'alors partie constituante de l'empire austro-hongrois, est annexée à la Roumanie. Fin juin 1940, en application des accords Ribbentrop-Molotov, l'Armée rouge occupe la Bucovine du Nord, dont Czernowitz. Pensant être libérés de l'antisémitisme roumain, les juifs, nombreux, respirent à l'instauration de l'administration soviétique, mais leur soulagement est de courte durée. À la mi-juin 1941, plus de 20 000 Bucoviniens, dont 5 000 habitants de Czernowitz, accusés de spéculation et de propagande antisoviétique, sont déportés en Sibérie ; parmi ceux-ci 3 000 à 3 500 Juifs accusés en outre de sionisme. Le 4 juillet, à la suite de l'offensive allemande contre l'Union soviétique, les troupes soviétiques étant repoussées hors de la Bucovine, les troupes roumaines alliées des allemandes entrent dans Czernowitz. Le 7 juillet, le grand-rabbin Abraham Mark est arrêté et exécuté en compagnie de plus de 150 hommes sur la rive droite du Pruth.

Dans les six semaines qui suivent, de 3 000 à 5 000 personnes sont fusillées à cet endroit. Le 11 octobre, la municipalité roumaine décrète la transformation d'une partie de la ville en ghetto : 50 000 Juifs sont parqués là où, la veille encore, vivaient 5 000 personnes. Le ghetto n'est que le lieu de départ de la déportation vers la Transnistrie [1]. Au début de l'été 1942, Czernowitz ne compte plus que 15 000 Juifs condamnés à des travaux forcés sur place ou dans la région.

En 1938, Paul Antschel qui, en tant que juif, n'est pas autorisé à faire des études de médecine dans sa ville natale, vient les commencer à Tours. L'année suivante, en raison de la guerre, il rejoint ses parents en Bucovine. En 1942, craignant la déportation, il se cache dans une usine, tandis que, une nuit, ses parents qui n'ont pas voulu le suivre, sont arrêtés et déportés en Transnistrie ; son père meurt du typhus, et sa mère est abattue d'une balle dans la nuque. Jamais, Paul Antschel ne se remettra de cette tragédie, et sans cesse, il s'accusera de ne pas avoir réussi à les persuader de se cacher avec lui. Dans une lettre du 1er juillet 1944 à son ami de jeunesse, Erich Einhorn, il écrit : « *Tes parents sont en bonne santé, Erich, j'ai parlé avec eux avant de venir ici. C'est énorme, Erich, tu ne peux pas te l'imaginer. Mes parents ont été assassinés par les Allemands. À Krasnopolka-sur-le-Boug, Erich, ah, Erich. [...] Je n'ai vécu que des humiliations et le vide, un vide infini* [2]. »

En 1948, il s'installe à Paris où il vivra de traductions, de la publication de ses recueils et de cours particuliers de langue. La même année paraît à Vienne son premier recueil, *Le Sable des urnes*, aussitôt mis au pilon en raison de trop d'erreurs typographiques. En septembre 1959, il est nommé lecteur à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort.

Une date aura marqué la source de l'« impossible possibilité », le 20 janvier 1942, date de la conférence de Wannsee qui décide de la « Solution finale », l'extermination des Juifs d'Europe. En 1960, lauréat du prix Büchner, Paul Celan dira : « *Tout poème garde inscrit*

en lui son « 20 janvier » – ce 20 janvier auquel s'est ajouté depuis lors l'écrit de tant de jours de glace. »

« *Écrire un poème après Auschwitz est barbare, et ce fait affecte même la connaissance qui explique pourquoi il est devenu impossible d'écrire aujourd'hui des poèmes* », écrit le philosophe, sociologue, musicologue Theodor W. Adorno à son retour de l'exil américain en 1949, signifiant par ces mots que l'on n'était pas quitte de ce qui s'était passé à Auschwitz, et posant ainsi la question de la possibilité ou non d'écrire des poèmes après le cataclysme.

Quelques années plus tard, Paul Celan lui répondra : « *Pas de poème après Auschwitz ? Quelle est la conception du poème qu'on insinue ici ? L'outrecuidance de celui qui a le front de faire état d'Auschwitz depuis la perspective du rossignol ou de la grive musicienne.* » Mais, Paul Celan n'avait pas attendu Adorno, remarquant dès 1946 : « *Je tiens à vous dire combien il est difficile pour un juif d'écrire des poèmes en langue allemande. Quand mes poèmes paraîtront, ils aboutiront bien aussi en Allemagne et – permettez-moi d'évoquer cette chose terrible –, la main qui ouvrira mon livre aura peut-être serré la main de celui qui fut l'assassin de ma mère [...]. Pourtant mon destin est celui-ci : d'avoir à écrire des poèmes en allemand* » ■ François Mathieu



Paul Celan

[1] Région de l'Ukraine et de la Moldavie entre le Dniestr et le Boug.

[2] Cité dans *Écrire c'était vivre, survivre*, p. 188.

Bibliographie : L'œuvre poétique de Paul Celan a été largement traduite en français sous la forme de recueils reprenant les titres allemands ou sous la forme de choix de poèmes. Sur la période du ghetto et de la déportation, on peut lire : • *Écrire c'était vivre, survivre. Chronique du ghetto de Czernowitz et de la déportation en Transnistrie 1941-1944. Écrivains et poètes juifs de langue allemande présentés et traduits par François Mathieu*, Éd. Fario • *Poèmes de Czernowitz. Douze poètes juifs de langue allemande traduits de l'allemand et présentés par François Mathieu*, Éd. Laurence Teper (épuisé).

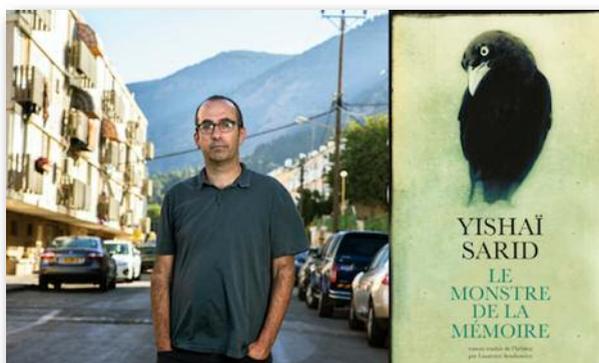
À LIRE

LE MONSTRE DE LA MÉMOIRE

PAR JEANNE LAFON GALILI

On ne sort pas indemne de ce récit. Un jeune historien israélien, « spécialiste » des camps de la mort, est chargé par *Yad Vashem* de faire le guide des différents camps, voyage de mémoire : si le narrateur a au début la froideur scientifique convaincante de l'historien, il a en face de lui des jeunes lycéens que cette histoire intéresse peu, histoire lointaine trop souvent racontée. Ils vont cependant jouer le jeu, suivre le guide. Enveloppés du drapeau israélien, ils chantent la *Hatikva* devant les fours crématoires, récitent le *kaddish* sur le tapis de cendres, allument des bougies en souvenir des enfants jetés dans les fosses, tandis que leurs téléphones portables sonnent sans arrêt.

Le texte se présente sous la forme d'une lettre que le guide adresse au président de *Yad Vashem*, aux jeunes mais aussi à nous, lecteurs. Peu à peu, à l'exposé des faits, le ton se brise, la colère éclate. Comment parler de cette histoire à ces jeunes enfants gâtés à l'idéologie discutabile ? et qui devant les fours crématoires chuchotent, enveloppés de leur drapeau national, « *c'est ce qu'on devrait leur faire, aux Arabes* ». Peut-être faut-il sortir des explications « plan-plan » où manque ce sentiment d'urgence qu'ils ne comprennent pas ? Parce que pour lui, le récit principal, c'est le récit de ceux qu'on a assassinés les premiers, sans matricule, sans tatouage, direct à la mort.



Le ton est agressif, ces lycéens sont « *une offense au genre humain* ». Le narrateur s'écarte de plus en plus du récit objectif. Il entend, il voit, il est complètement avec les victimes : « *comment ne les voyez-vous pas ?* ». Comme proche de la folie, il n'est plus lui-même et, halluciné, s'entend dire « *c'est quoi ici maman ? Pourquoi tu enlèves tes habits. Moi aussi je les enlève, maman* » jusqu'au final : la chambre d'extermination. Et quand, le soir même, se tient la discussion qui clôt la semaine – qu'ont-ils retiré de cette terrible expérience – un adolescent prend la parole et dit : « *je pense que pour survivre, nous devons, nous aussi, être un peu des nazis* ».

Mais peut-il aller plus loin dans cette tentative de montrer, de dire ce que ces jeunes ne veulent pas ou ne peuvent pas entendre, quand lui se projette physiquement dans les lieux qu'il évoque, « *sent l'odeur des forêts... la terre lourde* ».

Enfin, après la visite du ministre des Transports (discours, photos, gerbe), l'historien retourne à Sobibor. Geste sacré, il creuse, à la pelle, à la main, à genoux devant des ouvriers polonais et en fin de journée, extirpe de la terre une clé rongée par la rouille qu'il tend à l'archéologue israélien ; celui-ci prend cet objet précieux, lui fait un sourire qui « *éclaira un instant la forêt, une vague d'amour ... qui sait, à nous deux, nous aurions peut-être réussi à tuer un Allemand ?* ». À la fin du récit, déguisé avec une casquette usée trouvée dans une vieille boutique, un manteau défraîchi, notre historien qui a laissé sa barbe pousser, « *un vieux juif du ghetto* », envoie un formidable coup de poing au réalisateur allemand qui veut le filmer « *pour la mémoire* ». Il éclate violemment, comme libéré : « *Il fallait que je le fasse.* » ■

Yishai Sarid, *Le Monstre de la Mémoire*, trad. de l'hébreu par Laurence Sendrowicz, Actes Sud, coll. Lettres hébraïques, 2020, 192 p., 18,50 €.

LE GHETTO DE VARSOVIE, LE POGROM DE IASI RELATÉS PAR MALAPARTE

Curzio Malaparte, pseudonyme de Curt Eric Suckert (1898-1957), est né à Prato, en Toscane, d'un père allemand et d'une mère lombarde. Il a choisi son pseudonyme en partant d'un constat : le nom de Bonaparte n'ayant pas porté chance à l'empereur, Malaparte serait sans doute plus faste. En 1914, au sortir du lycée, il s'engage en trichant sur son âge dans la Légion Garibaldi qui combat dans les rangs français. En 1915, quand l'Italie rejoint les Alliés, il s'enrôle dans les chasseurs alpins de la brigade *Cacciatori delle Alpi* et devient officier. Il retourne en France et sera gazé au Chemin des Dames, ce qui lui vaudra la croix de guerre avec palmes. En 1921, il publie son premier ouvrage, *Viva Caporetto !*, qui sera interdit pendant deux ans. En 1922, il adhère au parti national fasciste et ne tarde pas à faire son chemin dans le monde littéraire. Il dirige plusieurs maisons d'édition et collabore à de grands périodiques, comme *La Stampa* (dont il devient rédacteur en chef en 1929) ou à des revues comme *Il Selvaggio*, *Stracittà* et *900*. Il fonde *La Conquista dello Stato* et dirige *L'Italia letteraria*. Mais il est loin d'être un fasciste inconditionnel : dans *Monsieur Caméléon* (1929) et *Technique du coup d'État* (1931), il critique le régime. Son dernier livre est censuré et lui vaut d'être condamné à cinq ans d'internement politique à Lipari (mais il est vite amnistié). Son opposition demeure inchangée, et cela se traduit par un livre : *Le Soleil est aveugle* (1941).

Quand en 1941 les Allemands déclenchent l'opération Barbarousse et envahissent l'URSS, Malaparte se retrouve sur le front pendant deux ans en qualité d'envoyé spécial du *Corriere della Sera*. Il y va une première fois avec l'armée roumaine et une seconde fois avec l'armée finlandaise. La plupart de ses articles ne paraissent pas (ils seront réunis en 2012 dans un volume intitulé *La*

Volga naît en Europe) ; il est même arrêté par la *Wehrmacht*. De cette expérience naît l'un de ses plus grands livres, *Kaputt* [1], qui sort de presse en 1944, assurément l'un des plus grands romans sur la dernière guerre. Voyageant beaucoup, curieux de tout, lorsqu'il n'évoque pas les combats proprement dits, il raconte aux lecteurs ce qui se passe dans les pays alliés ou dans les pays occupés. Il se retrouve en Pologne, et se rend à Varsovie. **Et là il découvre le ghetto de Varsovie**, déclaré par les Allemands « zone d'épidémie » lors de sa création en novembre 1940, puis deux mois plus tard, « zone de contagion », interdite donc aux soldats allemands. On ignore la date de ce séjour (en tout cas entre 1941 et 1942). C'est alors qu'il visite le ghetto : Malaparte est sans nul doute le seul écrivain occidental qui ait pu y pénétrer et le premier aussi à le dépeindre. Ce que Malaparte nous rapporte est tout à fait conforme à ce que les rares films de reportage allemands nous montrent. Il ne dissimule rien à son lecteur. Il ne fait aucun commentaire, ne sombre jamais dans le pathétique ni dans l'emphase, ne fait jamais vibrer la corde sensible : la seule peinture de ce qu'il a pu voir suffit d'ailleurs à faire froid dans le dos. Il fait ici œuvre de reporter, avec une exactitude et une objectivité assez terribles. Il ne veut rien dissimuler. À preuve ce passage du chapitre premier : « *Beaucoup gisaient à terre dans les vestibules des maisons, dans les corridors, sur les paliers d'escalier ou sur des lits dans des chambres bondées d'êtres pâles et silencieux. Ils avaient la barbe souillée de neige et de boue. Certains avaient les yeux ouverts et regardaient la foule passer, nous suivant longtemps de leur regard blanc. Ils étaient raides et durs : on eût dit des statues de bois. Des morts juifs de Chagall.* » Ce long et terrible tableau est suivi d'un dialogue avec ses interlocuteurs allemands. Ces derniers

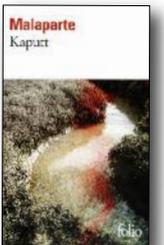
lui expliquent qu'ils ne vivraient jamais dans un lieu aussi sordide, car le peuple allemand est, selon eux, très civilisé. Et ils se montrent de fort joyeuse humeur.

Dans le chapitre suivant, Malaparte évoque son séjour à Iasi, la ville de province la plus peuplée de Roumanie, où l'on s'est mis en devoir d'exterminer les Juifs : les S.S. aidés de soldats roumains ont incendié leurs maisons, les malheureux courent dans les rues et sont abattus comme des animaux. Là encore, Malaparte fait usage de son œil « photographique » et de son style unique, sans baroque, sans aucun effet de style, pour raconter, avec la plus extrême distance, ce massacre abominable, ce qui prend encore plus de résonance. [2]

Quand on songe que ce livre monumental a paru en 1944, qu'il a été traduit en français la même année, à une époque où beaucoup de nos compatriotes ignoraient encore les méthodes de la Solution finale et jusqu'aux camps de la mort ! Même devant l'un des chefs-d'œuvre de la littérature universelle, beaucoup sont restés sourds et aveugles, allant jusqu'à feindre de croire que rien de tout cela n'avait eu lieu. Malaparte n'a pas ici la poésie fantasmagorique de *La Peau* (1949) : il relate les faits, rien que les faits. Et il a été le premier à dénoncer le fait que cette guerre a été surtout celle de l'extermination totale du peuple juif en Europe. Celle dont Adolf Hitler s'est vantée dans son testament comme de sa victoire personnelle. ■

[1] **Curzio Malaparte**, *Kaputt*, traduit de l'italien par Juliette Bertrand, 1972, Gallimard Folio, Paris, 510 p., 9,70 €.

[2] **Ndlr** : À **Iasi**, près de 15 000 Juifs furent assassinés lors d'un effroyable pogrom, du 28 juin au 6 juillet 1941. Au moment des faits, l'extermination programmée des Juifs d'Europe n'avait pas encore débuté.



Théâtre

SARAH BERNHARDT par KAROLINA WOLFZAHN

L'expression « *monstre sacré* » fut inventée par Jean Cocteau pour Sarah Bernhardt qui créa sa légende de son vivant, avec sa devise « *quand même* »*. Ses représentations provoquaient sanglots et évanouissements. Après la représentation d'*Hernani*, Victor Hugo lui fit parvenir une larme de diamant. Elle comptait parmi ses nombreux amants des célébrités, des rois, des artistes, elle les ensorcelait. Admirée, adorée, méprisée par la bonne société, elle déclarait : « *si j'ai de l'accent, Monsieur, mon accent est cosmopolite et non tudesque. Je suis une fille de la grande race juive...* ». La petite juive, restée jusqu'à l'âge de 14 ans dans une institution catholique, pensait devenir religieuse !!

Elle devient plus tard directrice du Théâtre de la Renaissance, et en 1899 directrice du Théâtre des Nations, rebaptisé Théâtre Sarah Bernhardt. La comédienne crée de nombreuses pièces, s'engage dans la lutte pour la justice et contre la peine de mort, soutient **Émile Zola** dans l'affaire **Dreyfus**, soutient **Louise Michel**. Le personnage extravagant qu'elle incarnait à la ville ne laissait aucune frontière entre vie artistique et vie privée, car elle avait très vite saisi l'importance du paraître et de la réclame. Elle a été la première star planétaire, abordant avec succès tous les registres, du classique aux créations de son époque, déclarant « *je suis incorrigiblement jeune* ». Sarah resta à la Comédie Française de 1862 à 1866, congédiée après avoir gratifié la sociétaire Mademoiselle Nathalie d'une gifle foudroyante. Fouguese, audacieuse, menteuse de génie, elle s'attri-

buait divers pères inconnus, sa mère était probablement une courtisane. L'époque étant difficile pour les comédiens, l'actrice fait partie des « *dames galantes* », considérée par la police comme prostituée clandestine. Cela ne l'empêche pas de signer un contrat avec l'Odéon, qu'elle transforme en 1870 en hôpital militaire, ou elle soignera le maréchal Foch.

Sa renommée de comédienne grandit, elle triomphe dans le rôle de la reine de *Ruy Blas* ; la Comédie Française la redemande pour *Phèdre* et *Hernani*. En 1880 elle démissionne, monte sa compagnie et parcourt le monde jusqu'en 1917. En Russie, Tchekhov, alors journaliste, se moque de ses confrères « *qui ne boivent plus, ne mangent plus mais courent après celle qui est devenue une idée fixe* ».

Par son esprit d'entreprise, en avance sur son temps, elle associe son nom à des objets, travaille avec les artistes de l'Art Nouveau, dont Alphonse Mucha qui lui crée de magnifiques affiches. Elle veut choquer, se repose dans un cercueil, pose pour des cartes postales qu'elle vend. En 1905, au Canada, l'archevêque Louis-Nazaire Bégin la boycotte pour jeux du corps érotiques sur scène.

Sarah est atteinte de tuberculose, comme sa sœur Régina, qui a succombé en 1874. Elle est amputée d'une jambe au dessus du genou, et joue sur scène, assise,



Sarah Bernhardt (1844-1923) © Nadar, 1860

refusant la prothèse, lit des poèmes lors d'une manifestation patriotique en 1915, visite les soldats du front en chaise à porteur.

Grande artiste, femme généreuse, rien ne la décourage. Elle laisse une trace indélébile sur le fronton du Théâtre de la Ville, « Sarah Bernhardt », pour lequel elle avait signé un bail avec la Ville de Paris en 1898. Son nom effacé en 1941 par les Allemands – elle était juive –, revient définitivement après-guerre en ce lieu foisonnant de chansons, de danses, de

jazz, variétés, spectacles – cirque, humour...

Sarah, enterrée au Père-Lachaise en 1923, a eu droit à des obsèques nationales et continue à briller à Hollywood, l'une des rares françaises ayant son étoile sur le *Hollywood Walk of Fame*.

Le théâtre parisien qui porte son nom [1] nourrit beaucoup de beaux projets pour l'avenir, tel ce partenariat avec la SACD et France Culture, pour appel à écriture de fictions, sur le thème « *Imagine le monde de demain* » [2]. Tout un programme ! ■

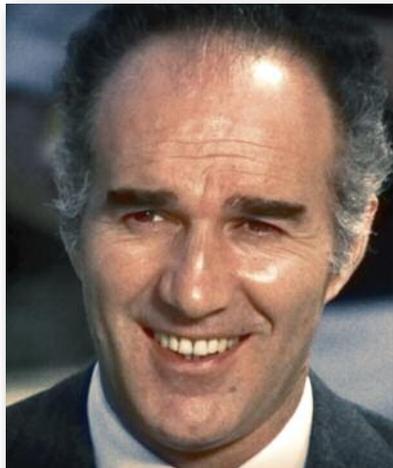
[1] cf. www.theatredelaville-paris.com 01 42 74 22 77.

[2] fictionsimagine@radiofrance.com

* **NDLR** www.youtube.com/watch?v=6FHICYbBmn0 et **Hélène Tierchant, Sarah Bernhardt**, 2009, 381 p.

ADIEU L'ARTISTE !

Avec Michel Piccoli disparaît un très grand acteur de théâtre et de cinéma. Une carrière exceptionnelle et exigeante car Piccoli refusait de servir la culture marchandise et choisissait avec rigueur ses personnages, ses films, ses pièces, ses metteurs en scène. Avec son ami Luis Buñuel il tourna sept films, si l'on compte le doublage de Fernando Rey et Marco Ferreri (chacun sept films) et Claude Sautet (cinq films). Une carrière internationale aussi : Luis Manoel de Oliveira, Alfred Hitchcock, Mario Bava, Marco Bellocchio, Jerzy Skolimowski, Theo Angelopoulos et Nikos Papatakis, Peter Fleischmann mais aussi en France avec Jean-Pierre Melville, Jacques Demy, Agnès Varda, Jean-Luc Godard, Claude Chabrol, Jean-Claude Brisseau, Alain Cavalier... Après des débuts modestes au cinéma chez Christian Jacques en 1945, puis Louis Daquin, en 1949, dans *Le point du jour*, il avait été très remarqué en 1955 dans le rôle du capitaine Valorgueil, militaire guindé et ridicule dans *French Cancan* de Jean Renoir, et sa carrière était allée en crescendo. Piccoli aimait rappeler : « *Les Italiens ne disent pas*



« je suis un acteur, mais je fais l'acteur ». Je poursuis volontiers cette idée jusqu'à sa fin logique : jouer comme une marionnette ». Ainsi il aura tout joué ! Le bourgeois, le marginal, le prolétaire, le militaire, le gangster, l'espion, le policier, le prêtre, le pape, Louis XVI, le marquis de Sade... Glissé dans la peau d'une multitude de personnages chez qui l'on trouvera, selon le rôle, mystère, noblesse, élégance, intelligence, vulgarité, grotesque, bêtise, fantaisie, ironie, humour ou gravité. Il fallait être un immense acteur pour jouer seul durant près d'une heure face à la caméra : dans *Dillinger est mort* de Jean-Marc Ferreri, Piccoli dîne, marche dans son appartement exigü, regarde la télévision, des films de vacances en en riant seul, joue avec un revolver, rejoint très brièvement sa bonne pour quelques jeux érotiques et finalement tue sa femme. De nouveau il sera quasiment seul à l'écran dans l'excellent film au vitriol de Luis Berlanga tourné à la fin du franquisme (oublié ici), *Grandeur nature*, où un dentiste tombe amoureux d'une poupée gonflable et se noiera avec elle. Peu d'acteurs peuvent, seul – ou presque –, occuper tout le champ d'un film !

Piccoli n'abandonna jamais le théâtre. Jacques Audibert, Jean Vilar, Jean-Marie Serreau, Peter Brook, Luc Bondy, Patrice Chéreau le dirigèrent dans les pièces des auteurs les plus grands : Shakespeare, Molière, Claudel, Pirandello, Kleist, Guitry, Duras, Schnitzler, Tchekov, Koltès, Thomas Bernhard... sans oublier ses remarquables créations de Dom Juan à la télévision pour Marcel Bluwal ou Stelio Lorenzi. Impossible de tout citer.

Piccoli fut aussi un homme d'engagement : au *Pcf* dans les années 1950, puis à la *LCR* dans les années 1970, il soutint le *Mouvement de la Paix* et occupa un temps la fonction de vice-président du *Syndicat Cgt des Acteurs* où il militait. Après avoir soutenu l'arrivée de Mitterrand en 1981 et voté pour Jospin à la présidentielle, il se dira très déçu par la gauche, l'appelant à se ressaisir pour retrouver ses valeurs. Nous perdons avec lui un immense acteur et un véritable homme de progrès. ■



© Dillinger est mort (M. Ferreri)



© Belle de jour (L. Buñuel)



© Le Mépris (J.L. Godard)

À VOIR ! LES ENFANTS DU 209 RUE SAINT MAUR PARIS Xe

Du fait de la fermeture des salles liée au confinement et des accords passés avec Arte, ce remarquable film documentaire de **Ruth Zylberman** sera visible en accès libre, sur Arte TV*, jusqu'au **15 janvier 2022**. Ne le manquez surtout pas ! Il s'agit de "l'autobiographie" d'un immeuble et de ses habitants, dont un tiers était juifs avant-guerre. À travers leur parcours, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, les Baum, les Diamant, les Goldszstajn, les Osman... autant de récits qui témoignent de l'immigration en France et à Paris depuis 1850.

Ce documentaire est fort heureusement complété d'un ouvrage** récemment paru. Lecture à recommander pour cet été ! ■

* Film : www.youtube.com/watch?v=6FHICYbBmn0

** Ruth Zylberman, *209 rue Saint-Maur, Paris Xe. Autobiographie d'un immeuble*, Éd. Seuil-Arte, 2020, 448 p., 23 €

Dos yiddish vinkl - דאָס ייִדיש ווינקל

Le yiddish et ses appellations



Aujourd'hui, il semble normal de parler du yiddish comme étant la langue des Juifs ashkénazes, et pourtant, quel long chemin pour y parvenir...

Longtemps, les yiddishophones distinguaient entre **מאַמע-לישן**, *mame-loshn* et **לישן-קודש**, *loshn-koydesh*. Le premier terme (langue maternelle) désignant le langage utilisé dans la vie courante, donc le yiddish et le second (langue sainte) se référant à l'hébreu biblique, voire aux hébraïsmes à l'intérieur du yiddish.

En effet, vivant pendant des siècles dans une société de type traditionnel, nos ancêtres baignaient, de fait, dans le bilinguisme, entre leur parler vernaculaire quotidien et cet hébreu ancien, étudié pour la lecture des Écrits Saints, mais pénétrant aussi le parler de la maison.

Remontons le fil du temps : au Moyen-Âge, dès le XIIe siècle, on parle dans des textes rabbiniques de **לישן-אַשכּנז**, *loshn-ashkenaz*, la langue ashkénaze. Ou bien encore **טייטש**, *le taytch*. Mais ce terme *taytch* (de deutsch = allemand) ne désignait pas vraiment le parler de tous les jours. Il faisait référence à cette sorte de langue calque de l'hébreu qui permettait de traduire la Torah pour qu'elle soit intelligible à tous. Des mots germaniques et une syntaxe respectant fidèlement celle du texte écrit en ancien hébreu. D'ailleurs, en yiddish, le verbe **טייטשן** *taytchn* c'est *interpréter*...

Quelques siècles plus tard, il est question de judéo-allemand, *jüdisch-deutsch* / *Juden-deutsch* (allemand-juif / allemand des Juifs, en allemand), terme qui

donnera naissance à notre *yiddish*. En règle générale, on trouve cette dénomination dans les écrits des non-Juifs, terme extérieur, par lequel des intellectuels, des linguistes parlent de ce qu'ils ne considèrent pas comme une langue mais jugent être un dialecte, une forme d'allemand particulière et dégénérée... Voilà, c'est dit !

Aux yeux du monde extérieur, ce parler des Juifs ashkénazes n'est pas une langue ! C'est, pour eux, un allemand dénaturé, un jargon.

Jargon, encore une appellation qui sera reprise au XIXe et début du XXe, en yiddish même, par certains de nos écrivains. Ainsi Yankev Dinezon, puis Cholem Aleikhem parlent de **אַונדזער זשאַרגאָן**, *undzer zjargon*, « notre jargon » pour désigner la langue dans laquelle ils écrivent.

אַז אונדזער זשאַרגאָן האט אין זיך מער שטאַף צו דער סאַטירע אלס אנדערע שפּראַכן = *az undzer zshargon hot in zikh mer shtof tsu der satire als anderer shprakhn* = *et notre « jargon » est en soi mieux étoffé pour la satire que d'autres langues*, dira Cholem Aleikhem, ironiquement.

Il faudra attendre la conférence linguistique de Czernowitz en 1908 pour que le yiddish soit reconnu par l'intelligentsia juive comme l'une des « langues nationales » du peuple juif et pour que petit à petit s'impose à tous l'appellation **ייִדיש yiddish**, (formé sur l'adjectif « juif »).

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yiddish-vinkl.

Retrouvons-nous dans un mois sur notre coin du yiddish ! ■ **Regine Fiderer**

PREMIÈRES LOIS ANTISÉMITES ET DÉBUT DE LA RÉSISTANCE JUIVE DE LA MOI

(Suite de la Une)

par BERNARD FREDERICK

Le 27 septembre, le commandant en chef des troupes allemandes en France établit par ordonnance l'identité "légale" des juifs, les oblige à se faire recenser en zone occupée ; leur interdit s'ils ont fui cette zone d'y retourner ; contraint les propriétaires de magasins d'apposer sur ceux-ci une affiche indiquant, en allemand et en français, « *entreprise juive* ». Dans Paris et sa banlieue, 113 462 hommes et femmes de plus de quinze ans se feront recenser, dont 57 110 de nationalité française, 55 849 étrangers. Ils ne se doutent pas de l'utilisation qui sera faite de ce fichier. [1]

Unzer Wort (Notre parole) avait succédé à la *Naïe presse* après l'interdiction de celle-ci en septembre 1939. Feuille clandestine en yiddish [3], il en était paru que quelques numéros avant que la drôle de guerre puis l'offensive allemande n'en rende impossible la publication. Le journal reparait clandestinement dès le 15 juillet 1940, moins d'un mois après l'armistice. Cette réparation témoigne de ce que la sous-section juive du *Pcf* s'était en partie reconstituée.

Sa première réunion « élargie » se tient en septembre, dans l'appartement de Moszek Puterflam (Rex) au 54 de la rue Custine dans le 18^e arrondissement. Elle est présidée par deux dirigeants nationaux de la MOI, Louis Gronowski (dit Lerman, dit Bruno) et Jacques Kaminski (Hervé).

Sont présents : Jacques Ravine (Szpeter), Adam Rayski, David Kutner (Skrobek), Mounie Nadler, Alfred Grant (Simon Cukier), Isaac Krysztal, Sophie Schwartz, Teschka Tenenbaum. Il est décidé de créer une organisation illégale qui prenne le nom de « *Solidarité* ». Des groupes de trois personnes seront constitués par quartiers, immeubles ou groupes d'immeubles.

À la fin de l'année 1940, le nombre de groupes du comité parisien de *Solidarité* dépasse la centaine. Une section d'intellectuels juifs est créée qui comprend des écrivains, des artistes, des médecins et des juristes ; puis une *Union des femmes juives* qui compte, début 1941, une cinquantaine de groupes. Quant aux jeunes communistes juifs, ils s'organisent sur le même mode. « *Dès 1940, écrit David Diamant, on trouvait, à la tête de l'organisation, les jeunes Rojzen, Guta Puterflam, Henri Krasucki et Madeleine.*

Le responsable du travail de masse était Robert Endewelt qui restait en contact permanent avec les organisations de Résistance adultes.

Henri Krasucki s'occupait des cadres et du recrute-

ment, en liaison avec Jacques Handelsman et plus tard Adam Rayski », lequel dirige Solidarité. [4]

L'automne 40 marque pour les Juifs de la MOI le début d'une épopée qui sera longue de quatre ans, à la fois héroïque et sanglante et qui s'inscrira pour toujours dans l'histoire de la Résistance française. ■

[1] Fichier constitué sous la responsabilité d'André Tulard, administrateur civil de la Préfecture de police de Paris, qui n'en était pas à son coup d'essai, ayant avant-guerre constitué le fichier des communistes. Devenu sous-directeur au *Service des étrangers et des affaires juives*, il organise le recensement des juifs jusqu'en juillet 1943. Ce qu'on appellera le **fichier Tulard** comprenait 150 000 fiches lors de la rafle du Vel' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942, qui furent transmises à Theodor Dannecker, section "IV J" de la Gestapo, chargée du « problème juif ».

[2] Adam Rayski, *Le choix des juifs sous Vichy - Entre soumission et résistance*, Éd. La Découverte, 1992, rééd. 2000, 391 p., 10,99 € (au format kindle).

[3] À noter que pendant toute la guerre, *Unzer Wort*, en yiddish, et ses éditions en français – *Notre parole* et *Notre voix* en zones Nord et Sud – ont aussi régulièrement paru (cf. *Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne*, 1950).

[4] David Diamant, *Jeune Combat, la jeunesse juive dans la Résistance*, L'Harmattan, 1993, 19,30 €



Adam Rayski



Le 3 octobre, Vichy promulgue, de sa propre initiative, la « *loi portant statut des Juifs* », signée par Pétain : les juifs de nationalité française perdent le statut de citoyen à part entière qu'ils avaient obtenu après beaucoup de difficultés le 21 septembre 1791.

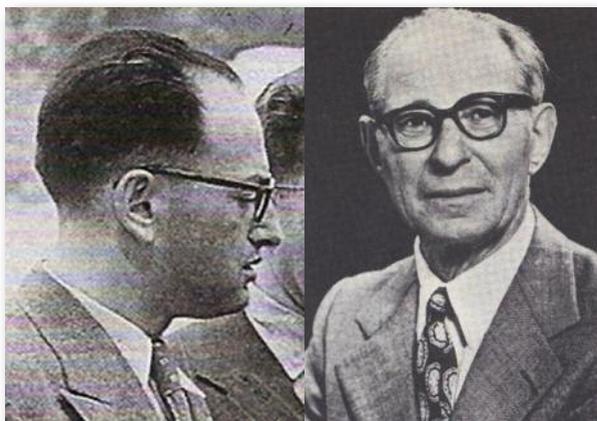
Dès le lendemain, **le 4 octobre**, une loi sur les ressortissants étrangers de « *race juive* » permet aux préfets de les interner dans des camps spéciaux. Quarante mille Juifs immigrés vont aller rejoindre les antifascistes allemands et autrichiens et les républicains espagnols déjà enfermés dans les camps du Sud de la France. **Le 7 octobre**, c'est l'abrogation du décret-loi Crémieux de 1870 accordant aux Juifs d'Algérie la nationalité française.

Du début octobre 1940 au 16 septembre 1941, le Journal officiel fera paraître 26 lois, 24 décrets, 6 arrêtés et un règlement concernant les Juifs.

Le « statut » du 3 octobre 1940 exclut les Juifs (français et étrangers) de tout poste dans la fonction publique (enseignement, fonctions judiciaires, grands corps de l'État...) ; du corps des officiers de toutes les armées ; de la direction des entreprises publiques ; de toute fonction dans la presse, la radio, le cinéma...

« *Dès les premières mesures antisémites, allemandes et françaises, écrit Adam Rayski, on pouvait déjà discerner les lignes de force de la stratégie nazie, d'isolement et de concentration, d'ailleurs déjà en cours d'application en Pologne où les murs s'érigent autour des quartiers juifs. Dans l'impossibilité, en France, d'un ghetto géographique, l'occupant conçoit un ghetto social et moral* » [2].

Mais ce même 7 octobre où est abrogé le décret Crémieux, un rapport de police informe : « *L'ex-sous-section juive du Parti communiste [Ndlr : c'est-à-dire la section juive de la M.O.I.] continue de faire distribuer clandestinement dans la colonie juive de la capitale et de la région parisienne une feuille ronéotypée en langue yiddish, intitulée Unzer Wort* ».



Alfred Grant

Louis Gronowski



Sophie Schwartz

Teschka Tenenbaum



Aron Skrobek

Mounie Nadler



Jacques et Macha Ravine avec leur fille Denise